

Communiqué de presse

Lucerne, le 15 octobre 2019

Le délinquant n'a pas hésité à risquer de tuer une policière !

FSFP - Une agente de police a été renversée et grièvement blessée le 14 octobre à Winterthour. Une autre policière a pu faire un saut de côté pour se mettre en sécurité puis a tiré sur le véhicule qui fuyait. Le délinquant, qui avait forcé le barrage routier avec une voiture volée, a pu être interpellé après une course poursuite. « La Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police FSFP est choquée et s'inquiète pour la collègue blessée », a déclaré la présidente de la FSFP, Johanna Bundi Ryser, qui a appelé à une peine exemplaire pour cet acte brutal et répréhensible.

« Toutes les policières et tous les policiers sont en pensée avec les collègues de Winterthour, car cela aurait pu aussi leur arriver » souligne Johanna Bundi Ryser qui rappelle de nouveau et de manière urgente que les cas de violence délibérée à l'encontre des fonctionnaires de police non seulement ne cessent d'augmenter mais aussi sont de plus en plus brutaux. La violence à l'encontre des policières et des policiers ne doit pas être tolérée. C'est pourquoi il est tout à fait inacceptable que les représentants politiques n'aient pas le courage d'aggraver enfin les peines prévues pour les actes de violence perpétrés contre les autorités et les fonctionnaires. La FSFP espère que la collègue blessée se remettra de cette attaque brutale sans séquelle et que l'auteur sera puni sévèrement. »

Depuis 2009, la FSFP appelle les politiciens à enfin faire quelque chose face à la montée de la violence à l'encontre des autorités et des fonctionnaires. En 2016, les deux conseillers nationaux Bernhard Guhl (PBD) et Marco Romano (PDC) ont présenté deux initiatives parlementaires demandant un durcissement de la peine prévue à l'article 285 du Code pénal. La Commission juridique du Conseil national a donné son accord en février 2018, par 20 pour et 5 contre, pour une aggravation de la peine. Depuis, la situation est au point mort, ce qui est incompréhensible dans ce dossier! « Il est impératif que les responsables politiques prennent conscience de leurs responsabilités et traitent ces initiatives. Les policiers blessés ne peuvent assurer la sécurité, sans parler malheureusement des policiers morts. En tant qu'employeur, nous attendons de l'État qu'il s'acquitte enfin de son devoir de protection » souligne Johanna Bundi Ryser.

Pour de plus amples informations :

- En français et italien : Max Hofmann, secrétaire général de la FSFP, tél. 076 381 44 64 (→ photo / Rolf Weiss)
- En allemand : Johanna Bundi Ryser, présidente de la FSFP, tél. 079 609 50 90 (→photo / Hans Peter Blunier)